

**Claude Malon, *Occupation, Épuration et reconstruction. Le monde de l'entreprise au Havre, 1940-1950*, Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2013, 425 p.**

**Danièle Voldman**

L'ouvrage monographique de Claude Malon, spécialiste de l'économie du Havre au temps de l'Empire, décrit la vie des entreprises havraises dans la décennie 1940-1950. C'est aussi un manifeste. À partir de l'analyse économique du port sous l'Occupation, l'auteur entend en effet prouver la pertinence des études locales de micro-histoire pour la période de la Seconde Guerre mondiale. Selon lui, « chaque étude régionale affine la connaissance historique et nous éloigne de la théorie trop simple d'un complot du capital ou de la trahison compacte et homogène des élites » (p. 344).

Pour appuyer cette thèse, l'auteur examine comment Le Havre, deuxième port colonial français en 1939, entité à la fois urbaine, portuaire, économique et sociale, vu à partir de l'observatoire stratégique de l'entreprise, a traversé les épreuves de la guerre. La démonstration s'appuie sur une construction chronologique divisée en cinq parties, allant des entreprises confrontées à partir de 1938 aux préparatifs de guerre jusqu'à la reconstruction de 1945, en passant par le travail pour les Allemands, les positions par rapport à Vichy et l'épuration. Attentif à la mémoire de la guerre dans une cité très exposée aux opérations militaires, il rappelle que « le souvenir de la table rase de septembre 1944 due aux bombardements alliés a quelque peu éclipsé la violence subie par la ville et le port du Havre au moment de la déroute militaire de mai 1940 » (p. 49). En ce sinistre printemps, tandis que la ville se vidait de ses habitants, toute la Basse-Seine était recouverte de l'épaisse fumée noire des bacs de pétrole en feu de la Compagnie industrielle maritime, incendiée par l'armée française pour que le carburant ne tombe pas aux mains de l'ennemi. Dès leur entrée dans la ville le 13 juin, les Allemands, décidés à faire du port une base d'appui pour une expédition militaire contre la Grande-Bretagne, firent l'inventaire des entreprises pouvant servir leur dessein. Commençaient la vie de la ville à l'heure allemande.

Le monde de la production sous l'Occupation se caractérise à la fois par l'installation directe d'entreprises allemandes et par la sélection d'entreprises françaises susceptibles de contribuer à l'effort de guerre nazi, en particulier les chantiers navals, les industries métallurgiques ou mécaniques et de nombreuses petites entreprises, elles aussi sollicitées pour les commandes allemandes. L'analyse minutieuse de l'activité des entreprises sous la double contrainte de Vichy et du Reich confirme dans l'ensemble l'apport des études sur la vie économique française sous l'Occupation. Elle apporte aussi des éléments moins connus, par exemple pour l'industrie cotonnière. Celle-ci conserve, voire développe, son activité dans l'empire colonial, que ce soit sous l'autorité de Vichy ou dans les territoires ralliés à la France libre. Pour l'auteur, « le paradoxe est que les entreprises les mieux représentées dans le système vichyssois

d'organisation sont celles qui se retrouvent rapidement hors de l'autorité de l'État français en Oubangui ou au Tchad, ralliés à la France libre » (p. 89). Bien évidemment, un des grands secteurs d'activité a concerné la construction du mur de l'Atlantique, commencée au printemps 1942. Mais la présence au Havre d'un fort contingent de militaires allemands a également entraîné la participation de multiples petites et moyennes entreprises à l'entretien des troupes, de leur logement et de leur matériel. Toute la question est de savoir si elles l'ont fait de leur plein gré ou sous la contrainte.

Pour l'auteur, qui indique prudemment que les activités pour le compte des Allemands sont significatives mais difficiles à chiffrer, toute la gamme d'attitude allant de l'acceptation à la résistance en passant par l'accommodement se retrouve au Havre. De ce point de vue, la situation havraise ne diffère pas du reste de la France. Cette constatation, conforme à l'historiographie actuelle, peut être étendue à d'autres domaines comme l'attitude face aux réformes de Vichy, qu'il s'agisse des concentrations des entreprises, de la mise en place des comités d'organisation, de la structuration des familles professionnelles ou de la nouvelle organisation du travail. Il en est de même du point de vue des positions syndicales et politiques. Ainsi se retrouve au sein de l'équipe municipale de Pierre Courant, nommé par Vichy et revenu à la mairie en 1947, « un représentant de la CGT interdite officiellement mais maintenue en ses éléments recommandables et nécessaire aux yeux de l'appareil vichyste » (p. 193). Ce qui n'empêche pas la lourdeur du tribut payé par les salariés et les syndicalistes en Seine-Inférieure, avec près de deux cents personnes fusillées ou mortes en déportation.

Concernant l'aryanisation des entreprises juives puis l'épuration, l'auteur ne constate pas non plus d'originalité par rapport au reste de la France. À l'échelle de la Seine-Inférieure et de la région havraise, le nombre de mises en cause pour collaboration économique par les quatre comités d'épuration et de confiscation des profits illicites est loin d'être insignifiant. Elle concerne des entreprises industrielles de taille diverse et des petits commerces et artisanat (p. 224). Néanmoins, l'épuration économique du Havre obéit à une chronologie particulière. Entre les derniers mois de 1944 et l'été 1946, les entreprises répondent en ordre dispersé aux citations à comparaître et organisent leur défense. À la suite de l'affaire A., une entreprise de peinture ayant effectué des travaux de camouflage pour l'occupant, la Commission nationale interprofessionnelle d'épuration (CNIE) décide d'examiner spécialement le cas du Havre, en raison de la situation spéciale de cette ville.

Le livre se termine par une description de la reconstruction du port et de la ville. Là encore, la situation ressemble à celle qu'a connue le reste du pays : l'exclusion des marchés publics de reconstruction n'a frappé que deux patrons du bâtiment. Ainsi les limites de l'épuration des entreprises au Havre confirment les apports de l'historiographie récente (p. 347). Claude Malon conclut que : « Faire de l'entreprise et de son environnement l'observatoire d'une communauté urbaine et portuaire soumise à une succession d'états d'exception est une façon d'aborder par en bas les grands problèmes d'en haut, une manière de saisir la complexité du réel en donnant du sens à des mots d'une apparente simplicité comme état de guerre, occupation, collaboration, épuration, reconstruction » (p. 341).

Cette étude, pour laquelle curieusement quelques travaux antérieurs ne sont pas cités, alimentera le débat sur les apports de la monographie : indispensable pour étayer ou nuancer des thèses générales, elle risque parfois de s'enfermer dans un



***Histoire@Politique. Politique, culture, société*** – Rubrique « Comptes rendus – ouvrages ».  
Mis en ligne le 13 septembre 2013, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

territoire étroit pour lequel le manque de comparaison reste un danger.